

Projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023

Défense amendement n° 1287 suppression Article 5

Monsieur le Président,
Chers collègues,
Monsieur le Ministre,

Cet article fixe l'objectif de recettes d'amortissement de la CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale) à 17,7 milliards d'euros.

D'abord si la CADES est dans une situation délicate aujourd'hui, c'est parce qu'on lui a fait absorber les 136 milliards de dette sociale qui correspondent au transfert des dépenses COVID.

C'était votre choix politique.

Depuis la financiarisation de la sécurité sociale, décidée par le Gouvernement d'Alain Juppé en 1995, la dette est devenue le moyen privilégié pour imposer des politiques d'austérité sociale.

Au lieu d'augmenter les cotisations pour équilibrer le niveau des ressources à celui des dépenses, les gouvernements ont préféré faire gonfler la dette en ayant recours aux marchés financiers.

La CADES a donc servi les politiques libérales et les coupes budgétaires. Mais en réalité, elle coûte cher à l'État et donc aux contribuables et aux Français : les taux d'intérêts appliqués par la CADES étant en moyenne supérieurs à ceux des emprunts contractés directement par l'État.

Surtout, elle permet à l'État de s'adonner aux pires pratiques financières en faisant « rouler sa dette » plus facilement et donc en empruntant pour rembourser la créance. C'est coûteux pour les finances publiques et pour la Sécurité Sociale mais pas profitable pour la sphère financière qui aime beaucoup notre dette sociale !

Comble de la facilité, au lieu d'augmenter les cotisations pour financer les prestations sociales, le gouvernement Juppé a préféré créer un impôt pour financer la dette sociale, la CRDS. Autrement dit, l'État préfère financer le remboursement d'une dette plutôt que de subvenir directement aux besoins de la Sécurité Sociale en socialisant les ressources nécessaires. Cette façon de procéder coûte plus cher au final à tous les français.

Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à cet article sur la CADES qui laisse intactes les problématiques réelles.